

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot
La violence des riches
Chronique d'une immense casse sociale
La Découverte, Zones, 2013

Avant-propos

Qu'est-ce que la violence ? Pas seulement celle des coups de poing ou des coups de couteau des agressions physiques directes, mais aussi celle qui se traduit par la pauvreté des uns et la richesse des autres ? Qui permet la distribution des dividendes en même temps que le licenciement de ceux qui les ont produits. Qui autorise des rémunérations pharaoniques en millions d'euros et des revalorisations du Smic qui se comptent en centimes. Mobilisés à tous les instants et sur tous les fronts, les plus riches agissent en tenue de camouflage, costume-cravate et bonnes manières sur le devant de la scène, exploitation sans vergogne des plus modestes comme règle d'or dans les coulisses. Cette violence sociale, relayée par une violence dans les esprits, tient les plus humbles en respect : le respect de la puissance, du savoir, de l'élégance, de la culture, des relations entre gens du « beau » et du « grand » monde.

1. Patrons spéculateurs et salariés jetables

Les tribunaux de commerce jouent un rôle important d'intermédiaires dans la vente symbolique d'entreprises en difficulté à des repreneurs pas toujours honnêtes (...) « Combien ces fortunes privées constituées avec l'aide magistrats censés rendre la justice au nom du peuple français coûtent-elles à la collectivité ? Le calcul n'a jamais été fait. Il se chiffre assurément en dizaines de milliards d'euros ».

Dans le calcul du prix d'une voiture, la main d'œuvre de production ne rentre que pour 1/20^{ème} du prix final du véhicule (...) Les dirigeants choisissent en toute connaissance d'incriminer le « coût du travail » pour justifier la délocalisation des emplois en des contrées où le droit du travail est inexistant.

Les représentants de l'Etat font en général les mêmes choix que les représentants indépendants, car l'Etat a besoin d'argent. En tant qu'actionnaire, les perçoit les rémunérations de ses représentants au conseil d'administration, tout en acceptant les suppressions d'emplois. La financiarisation de ressources naturelles comme le gaz se fait donc dans la connivence entre ceux qui défendent leurs intérêts et ceux qui sont censés représenter l'intérêt général.

Élément de la production parmi les autres, le travailleur vit une profonde déshumanisation, sa personne étant réduite à une ressource productive gérée, au même titre que le parc de machines, au profit des actionnaires et des dirigeants.

2. La délinquance des riches

La guerre idéologique contre les travailleurs et les personnes les plus démunies ne cesse de les stigmatiser comme assoiffés d'assistantat. Elle porte ses fruits d'une manière inattendue puisque ce sont chaque année, en France, 4 milliards d'euros dus au titre des prestations qui ne sont pas réclamés par leurs bénéficiaires. (cf Observatoire des non-recours aux droits et services, Odenore)

Le néo-libéralisme, avec la déréglementation des flux du capital et de la finance, qui doit beaucoup en France aux deux mandats du président socialiste François Mitterrand, a permis de substituer au prudent « pour vivre heureux, vivons cachés » le cynisme actuel de fortunes sans complexe et sans morale.

Si l'on pense aux paradis fiscaux où des centaines de milliards d'euros trouvent un refuge douillet, loin des caisses et des Etats et de leurs vellétés redistributives, on voit bien que « le cœur du système est hors la loi, mais (qu'il) impose ses lois à la population ». La loi du marché n'est jamais que la forme euphémisée et transposée de la nouvelle loi, celle de la recherche du profit maximum, transcendée par cette force de la concurrence libre et parfaite qui serait supérieure à la volonté humaine.

La déréglementation de la vie économique a donc permis l'éclosion d'un cynisme individuel et collectif. L'exilé fiscal assume au grand jour sa volonté d'échapper à la loi et de ne pas s'acquitter des impôts dont il est redevable. Il le proclame haut et fort. Depardieu révolte, mais fait aussi rire, fascine et obtient un certain soutien, y compris populaire. C'est en affichant ouvertement son déni de la règle que le dominant prend le pas sur les dominés, eux-mêmes tentés de se replier sur un individualisme de dernier recours en abandonnant utopies et luttes collectives. Ce renoncement est une sorte de fatalisme particulier qui associe d'une manière contradictoire acceptation et non-consentement.

Le double langage fait partie des dispositions des dominants : pour continuer à jouir des richesses et des pouvoirs, les intéressés doivent prôner un capitalisme moral, tout en préservant leurs intérêts particuliers, en faisant ce qu'il faut pour payer le moins possible d'impôts.

Les « comparutions immédiates » du palais de justice de Paris sont jugées le lundi à partir de 13h30 par la 23^e chambre correctionnelle. On y découvre la façon expéditive dont est jugée la violence des jeunes, souvent issus de l'immigration. La prison ferme semble prévaloir sur la prévention et la compréhension. Ces comparutions immédiates, dans la solennité du prétoire et dans l'affrontement à fleurets mouchetés de deux mondes sociaux qui n'ont guère d'autres occasions de se rencontrer, offrent en direct la possibilité d'assister aux dégâts que peut engendrer la violence symbolique et de pressentir la douleur ineffaçable qu'elle est susceptible d'engendrer chez ceux qui la subissent.

Dans le monde des jeunes inculpés passant en comparution immédiate, on ne choisit pas une « carrière », on bénit le Ciel lorsqu'il vous accorde un boulot, quel qu'il soit (...) Les jeunes délinquants ont les plus grandes difficultés à s'exprimer. Les réponses aux questions, les tentatives d'explicitation de leurs motivations sont brèves, confuses, formulées à voix basse sur un rythme à la fois hésitant et syncopé : il s'agit d'en finir au plus vite avec une situation d'une violence et d'une humiliation sans pareilles.

A l'opposé, les interventions de la procureure ou des avocates et des avocats de la défense sont claires, percutantes, voire brillantes et toujours déclamées avec toute la majesté que leur robe noire leur accorde, en tant que prêtres de ce culte républicain. L'ouverture au public parachève cet ensemble d'éléments en accentuant la position d'infériorité et en confirmant la culpabilité des jeunes en cause qu'un tel appareil rejette dans l'opprobre des citoyens honnêtes.

Cette procédure est loin d'être exceptionnelle. En 2002, 38300 affaires ont été traitées en comparution immédiate, alors que celles qui ont fait l'objet d'une instruction ont été un peu moins nombreuses, 37400. L'écart s'est creusé, puisqu'en 2011 les comparutions immédiates sont passées à 43000 contre 17548 affaires faisant l'objet d'une instruction. Avec la réduction des moyens financiers, notamment sous le mandat de Nicolas Sarkozy, « les procureurs ont reçu l'instruction de limiter l'ouverture d'informations judiciaires ».

Il est alors évident que condamner à dix mois de prison, dont quatre avec sursis, avec un mandat de dépôt délivré séance tenante, un jeune homme de vingt ans, qui a certes dépouillé un mineur de son téléphone portable, de son iPod et des 20 euros qu'il avait dans la poche, mais qui n'a aucune mention dans son casier judiciaire, paraît totalement inadapté dans la perspective d'une réinsertion.

La sénatrice Annie David, du Groupe communiste (...) dénonce les gouvernements précédents, « qui n'ont pas hésité à accuser en toutes occasions les salariés, actifs, retraités ou demandeurs d'emploi d'être responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent. Les salariés coûtent trop cher, les demandeurs d'emploi sont des fainéants et des profiteurs, les retraités vivent trop longtemps. Cette stigmatisation est insupportable et même criminelle ! »

Les journalistes libéraux ne mentionnent jamais la violence des riches. Ils inversent le sens de la responsabilité en attribuant l'origine de la violence aux plus démunis et se gardent bien de mettre en cause les dégâts provoqués par les spéculateurs et la fraude fiscale. Les luttes syndicales ne sont guère présentes dans les journaux télévisés ni dans les matinales de radio.

La classe dominante est mobilisée sur tous les fronts. Il n'y a pas de petits combats la vigilance concerne les affaires, la conservation du patrimoine, mais aussi les fréquentations des enfants, leurs études et leur éducation, les relations sociales et, bien entendu, l'optimisation fiscale qui peut encore prendre des formes très scabreuses. Cet affairement constant révèle en creux la conscience des puissants que leurs pouvoirs et leurs richesses sont dus à un arbitraire social qu'il est vital de dissimuler. Leurs privilèges sont des privilèges, ils le savent très bien. Ils n'ignorent pas être minoritaires, ce qui est consubstantiel à leur statut d'élites. Ils ont de la mémoire et ont connu dans le passé quelques mésaventures dont ils espèrent pouvoir éviter le retour. 1789, 1830, 1848, 1871, 1936, 1968 : quelques dates, parmi d'autres, qui n'éveillent pas de bons souvenirs dans ces familles très fêrées du passé, et peu enclines à revivre les cauchemars liés à ces tentatives d'émancipation des peuples.

La classe est extraordinairement puissante, dans sa cohérence nationale et internationale et sa main mise sur tous les postes qui donnent à l'action une efficacité redoutable. Ses membres occupent en effet nombre des postes de haute responsabilité, que ce soit dans le secteur public ou dans le privé. Les hauts fonctionnaires pantoufflent et les banquiers conseillent ou pénètrent dans les arcanes publics de l'économie et de la finance. On retrouve les membres du clan dans l'industrie, les affaires et la culture. Tous participent des

mêmes réseaux familiaux. La sociabilité mondaine consolide et élargit à l'échelle de la planète les liens et leur efficacité.

A la différence du délinquant appartenant aux classes populaires, un inspecteur des finances vivant au cœur du système oligarchique n'aura jamais le sentiment d'avoir commis une escroquerie en bande organisée, puisque l'entre-soi des beaux quartiers lui renverra toujours une image de respectabilité. La richesse et le pouvoir donnent un sentiment d'impunité d'ailleurs largement conforté par la dépénalisation du droit des affaires.

Les dérives seraient sans doute moins récurrentes si la classe politique était revivifiée. Pour cela, créons un statut de l'élu et bousculons les modalités des élections. L'abolition du cumul des mandats interdira de faire carrière en politique. Le vote sera obligatoire, mais associé à la prise en compte des votes blancs parmi les suffrages exprimés. En rendant publics les patrimoines des ministres, en avril 2013, le gouvernement a paradoxalement confirmé des curriculum vitae bien loin de ceux des classes populaires. La démocratie française étant de fait censitaire, les candidats appartenant déjà aux élites et les électeurs les plus modestes n'allant plus voter, cela explique que l'oligarchie puisse produire un libéralisme de gauche après le règne d'un libéralisme de droite.

3. L'oligarchie dans la France de François Hollande

La séparation des pouvoirs n'existe pas dans la classe dominante. La collusion entre les élites va de soi. A travers une intense sociabilité, cette classe sociale est la seule à être aussi mobilisée, au-delà même de certains clivages politiques, avec, pour point commun, l'adhésion au libéralisme économique (...) Les enjeux vont influencer les choix politiques, dans lesquels les intérêts particuliers risquent toujours de l'emporter sur l'intérêt général.

Les inégalités sociales ne se construisent pas seulement par la richesse matérielle, mais aussi par ces symboles de l'excellence que fournissent la culture et le marché qui lui est consacré. L'art légitime les pouvoirs et les richesses, et fait reconnaître cette légitimité par ceux qui en sont démunis. Cette reconnaissance passe par celle de l'Etat qui, grâce au lobbying de Laurent Fabius, lors de la création de l'impôt sur la fortune en 1982, n'a pas intégré les œuvres d'art dans son assiette.

La langue néolibérale accuse déjà les travailleurs de défendre les « avantages acquis » ou le « conservatisme qui n'est plus un réflexe de riches, mais une nécessité des pauvres ». Face « au capitalisme salvateur et au marché libérateur, jamais les Français n'ont été aussi frileux devant les mutations, craintifs face à l'avenir, pessimistes sur leur destin, hostiles au changement et à la mobilité ». Le travail est devenu un « coût » qu'il faut abaisser.

Les Français pensent souvent que les Américains, les Anglais ou les Allemands sont les seuls responsables de la mondialisation du commerce, des affaires et de la finance. Or les faits sont têtus (...) Comme l'analyse Rawi Abdelal, un professeur américain de la Harvard Business School, spécialiste d'économie politique internationale, ce sont ces trois Français, Jacques Delors, Michel Camdessus et Henri Chavranski, socialistes ou proches du Parti socialiste, qui ont de manière décisive donné un sérieux coup de pouce à la mondialisation libérale.

La loi adoptée va encore accroître la précarisation du travail. En 1981, 9 emplois créés sur 10 étaient des CDI. En 2012, sur 10 emplois créés, 9 sont des emplois précaires : intérim,

temps partiels, stages... En 2010, le nombre des emplois précaires atteint le record de 3 millions, soit 12% des emplois. Parler de « sécurisation de l'emploi » à propos de cette loi est une nouvelle escroquerie linguistique. Promouvoir en loi ce qui était une convention entre le syndicat patronal et trois des cinq centrales syndicales reconnues comme représentatives crée un précédent fâcheux en rompant avec le principe qui veut que les accords d'entreprise soient plus favorables aux travailleurs que les accords de branche, ceux-ci étant eux-mêmes plus avantageux que le droit du travail qui jusqu'alors fixait, dans les faits, les droits minimaux des salariés.

4. La domination dans les têtes

(...) Ni l'un ni l'autre ne savent visiblement que, depuis plus de dix ans, les riches paient de moins en moins d'impôts.

Le discours économique est devenu pervers : ce sont les riches qui seraient menacés par l'avidité d'un peuple dont les « coûts », c'est-à-dire les salaires et les protections sociales, deviendraient insupportables. Le salarié ordinaire est ainsi mis devant le fait accompli : il est peu de chose, et les grands de ce monde sont dans un autre univers où brillent de tous leurs feux leurs qualités et les récompenses qui y sont attachées. Quant à lui, le travailleur, le prix de ses efforts semble exorbitant. Paria, profiteur, bénéficiaire d'avantages acquis, il est non seulement un parasite, mais, plus encore, un élément néfaste dans la compétitivité généralisée. Il n'est pas étonnant mais logique et rationnel qu'il soit remplacé par des forces de travail moins gloutonnes, qui existent au-delà des mers. Il faut reconnaître qu'il y a quelques abus à voir l'ouvrier vivant en France bénéficier d'un Smic à 1121 euros, salaire mensuel net, au 1^{er} janvier 2013, alors qu'il oscille en Chine entre 155 et 185 euros.

Le mot « ouvrier » a disparu du langage officiel, rayant du même coup tout ce qui viendrait rappeler la lutte des classes. Les ouvriers qualifiés sont désormais des « opérateurs de production », les manœuvres des « techniciens de surface » et les coursiers des « agents de liaison ». La bourgeoisie ne pouvant pas dire que la mondialisation de la finance lui permet de prendre le pouvoir à l'échelle de la planète et d'écraser les peuples, elle doit donc rester dans le mensonge, l'imprécision, la contradiction, l'esquive et le louvoiement. Pour faire accepter les décisions les plus controversées, celles qui ont le plus de mal à être acceptées, les responsables des entreprises s'abritent derrière un argument en apparence irréfutable : les catastrophes industrielles et marchandes relèvent d'une inéluctabilité fatale puisqu'elles appartiennent, comme les catastrophes naturelles, tremblements de terre et tsunamis, au seul destin dont décident les forces naturelles du marché, mystérieuses et assez puissantes pour rendre vaine toute volonté humaine de les contrecarrer.

Un journaliste maison ouvre le débat avec ces commentaires : « La France a un problème avec ses riches : on a peur qu'ils partent, mais on ne les aime pas, mais on aimerait être riche ! » N'y aurait-il pas une « relation névrosée avec les riches ? » Cette manière de poser les termes du débat, qui n'est pas propre à cette émission, constitue d'emblée le riche en victime de l'envie qu'ils suscite chez le pauvre. L'hostilité qu'il soulève est injuste, fruit des basses considérations de ceux qui n'ont pas su se faire une place de choix en ce monde.

L'absence totale, au cours de cette émission, de prise en compte d'autres formes de richesse que l'argent n'est pas innocente. Elle permet d'éviter de faire comprendre aux auditeurs que ce qui est important pour les plus riches, c'est de transmettre leur richesse et leur patrimoine à leur descendance et de créer de nouvelles dynasties familiales comme les

Lagardère, les Bouygues ou les Arnault, qui viendront s'associer aux lignées plus anciennes comme les Wendel ou les Taittinger. Autrement dit, silence total sur la reproduction de la classe qui concentre les richesses de génération en génération et les pouvoirs au sommet de la société. La compétence et le mérite ont été systématiquement mis en avant pour justifier les avantages des plus riches en déniaient l'héritage et le privilège de la naissance.

Une émission de ce type, parfaitement représentative des émissions consacrées aux plus riches, contribue à brouiller la violence des rapports de classe et à empêcher l'émergence de la revendication d'un autre ordre économique et social que celui que l'on impose, sur le ton léger de la rigolade journalistique entremêlée avec le sérieux de l'expertise. Un ordre qui va de soi, intangible parce que naturel, pour l'enrichissement de quelques-uns au détriment de tous les autres. Au final, cette émission a pléonasmé l'« air du temps sur les riches », pour que la réalité de la guerre des classes que mènent les plus fortunés soit totalement escamotée.

Les dominants ont intérêt à être perçus comme des êtres d'exception. La bourgeoisie doit persuader, et se persuader elle-même, de son bon droit. « Travaillant pour elle seule, exploitant pour elle seule, massacrant pour elle seule, il lui est nécessaire de faire croire qu'elle travaille, qu'elle exploite, qu'elle massacre pour le bien final de l'humanité. Elle doit faire croire qu'elle est juste. Et elle-même doit le croire. M. Michelin doit faire croire qu'il ne fabrique des pneus que pour donner du travail à des ouvriers qui mourraient sans lui ».

En construisant leur image de meneurs d'hommes dont l'autorité est fondée sur des compétences exceptionnelles, que le passage dans les grandes écoles atteste, les dirigeants des groupes industriels et financiers se posent en surhommes pouvant exiger des rémunérations exorbitantes par rapport à ce que gagnent les Français. Ces riches ont fait sécession : ils se situent hors du sort commun.

France 3, le 29 juin 2012, au journal du soir : le débat porte sur la légitimité des plus riches à justifier d'être rémunérés en millions d'euros. Que voulez-vous, a répondu une chasseuse de têtes à Monique, « c'est la loi de l'offre et de la demande, et ce, à l'échelle internationale ». Toujours des réponses techniques à des questions sociologiques. Seuls l'entre-soi de la grande bourgeoisie, sa solidarité et sa mobilisation pour capter richesses et pouvoirs dans son seul giron expliquent ces « rémunérations obscènes ». Jean-Marie Messier indique que s'il gagnait 20 millions de francs bruts en 1999, en tant que PDG de Vivendi, il les devait à ma décision d'un « comité de rémunération » composé de trois administrateurs : Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain jusqu'en mars 2013 ; René Thomas, ancien président de BNP Paribas ; Bernard Arnaud, patron de LVMH.

Ce n'est donc pas grâce à des qualités surhumaines que les grands patrons se rémunèrent en millions d'euros, c'est bien parce qu'ils décident entre eux de se payer aussi royalement sur le dos des travailleurs.

La notion de conflit d'intérêts est consubstantielle à cette classe oligarchique qui siège au sommet de la société. Ses membres à leur défense, s'appuyant sur un droit élaboré pour et par les dominants et sur leur habileté à manipuler la communication. Un brouillard idéologique conçu et pensé pour paralyser toute velléité de changement s'est installé. La publicité et ses stratégies de marketing envahissent toutes les dimensions de la domination et conduisent des pays soi-disant « démocratiques » à des totalitarismes qui ne disent pas leur nom.

Grâce à l'utilisation de sciences comme la psychologie, la sociologie et les neurosciences, alliées aux nouvelles technologies, la publicité devient toujours plus ciblée, plus efficace et même totalitaire par sa maîtrise sur les choix des « citoyens » qui seront amenés à désigner les candidats les mieux formatés pour répondre à cette nécessité vitale pour la classe dominante : faire accepter le néolibéralisme et détruire tout désir de changement, tout en donnant à chacun l'impression d'être aux commandes de sa propre vie et de son destin, ses choix lui paraissant avoir valeur identitaire et existentielle.

George Orwell, dans 1984, avait raison de penser que la corruption du langage, que nous connaissons aujourd'hui avec les manipulations systématiques du vocabulaire, corrompt la pensée. Les politiciens de droite ou de la gauche libérale détournent le sens des mots, inversent les valeurs morales, ayant compris ce que le pouvoir doit à la dégradation du langage et à la paralysie de la pensée. Le politiquement correct est toujours linguistiquement incorrect. Il bannit le terme juste pour installer un vocable édulcorant qui permet de faire accepter l'inacceptable. Le chômeur devient le « sans-emploi » et l'allocation chômage, l'« allocation d'aide au retour à l'emploi ». Un plan de licenciement s'appelle « plan de sauvegarde de l'emploi » ! Les réformes structurelles de compétitivité cachent le projet d'aligner le salaire du tourneur français sur celui de son homologue indien. Avec les socialistes, les privatisations deviennent des « cessions d'actifs publics ». Orwell a envisagé, à un moment où il luttait contre une tuberculose qui l'a emporté en 1950, qu'il était possible de transformer, grâce aux moyens de communication de cette époque (la radio et la presse écrite), la race humaine en des hommes et des femmes n'aspirant plus à la liberté. Les réflexions philosophiques et sociologiques d'Orwell alertent sur le fait que l'« humain » et l'« humanité » ne sont pas des données innées, mais construites.

« Ce roman, écrit James Conant, à travers le thème de la novlangue, constitue peut-être la méditation la plus aboutie qu'on ait jamais écrite sur les applications intellectuelles potentielles du remplacement d'un vocabulaire par un autre. (...) Mais le but le plus important du novlangue est la destruction des concepts. » Certains modes de pensée sont ainsi rendus impossibles : la pensée critique ne trouvera plus les mots pour s'exprimer en tant que telle. L'histoire violente de l'humanité avec ses rapports de domination, ses guerres et ses luttes ne sera plus accessible, non par une interdiction quelconque, mais par le simple fait de leur non-compréhension par ces hommes et ces femmes dont les cerveaux auront été manipulés.

Le roman d'Orwell est étonnant par sa capacité à anticiper ce qui est advenu. En tout cas, le hasard fait que, dès 1983, le Parti socialiste, sous la présidence de François Mitterrand, introduisait le néolibéralisme au nom des valeurs de la gauche. Depuis, les manipulations idéologiques et linguistiques n'ont fait que se multiplier et s'affiner.

Le discours fallacieux diffusé par les dominants aboutira au fait qu'on ne croira plus à l'existence de la vérité objective (...) Les dominants n'hésitent pas à manipuler le passé et à faire en sorte que leurs mensonges deviennent vérité. Mais, pour cela, il faut que le dominant lui-même croie à la vérité de ces contre-vérités (...) Peu importe la vérité, pour les dominants, seuls comptent l'efficacité vis-à-vis du but recherché, l'asservissement, l'acceptation de l'ordre qui assure les privilèges des initiés.

Le documentaire de Jean-Robert Viallet *La mise à mort du travail* montre comment la satisfaction du client devient l'emblème de la société, sa référence et sa publicité. Les salariés s'identifient d'autant plus facilement à cet objectif qu'ils sont eux-mêmes des propriétaires de voiture et confrontés de temps à autre au changement dans l'urgence d'un pare-brise.

Penser « la » performance comme « le » but ultime de l'être humain, voilà l'objectif qui mobilise les « partenaires sociaux » devenus les complices de la nouvelle dictature de l'actionnariat.

5. La mécanique de la domination

La servitude passe d'abord par l'intériorisation des bonnes raisons que les plus riches font miroiter pour faire valoir leurs intérêts au nom de l'intérêt général.

C'est ainsi que « leur » droit devient « le » droit, « leurs » lois, « les » lois, « leur » crise, « la » crise. « Leur » patrimoine est reconnu comme « le » patrimoine national.

L'oligarchie doit rester maître du jeu des lois, c'est pourquoi elle veille scrupuleusement à ce que les professions juridiques et notamment les avocats d'affaires restent dans le giron du petit cercle des gens des beaux quartiers. L'arbitraire des lois et du droit est essentiel au maintien de l'ordre social.

Comme l'écrit Dostoïevski dans l'Idiot, « ce qu'il y a de plus vil et de plus odieux dans l'argent, c'est qu'il confère même des talents », comme celui de collectionner des œuvres dignes des musées nationaux. L'art est utilisé par les oligarchies, dans leur diversité politique, pour transformer leurs intérêts particuliers en intérêts universels. Les fondations créées par des entreprises sont l'un des outils à leur disposition. Cette alchimie, qui transfigure le vil argent de l'exploitation en mécénat culturel, permet de passer de la domination de classe au pouvoir symbolique. Les inégalités ne peuvent durer qu'en raison de leur acceptation tacite par le plus grand nombre, devant tant de bonté désintéressée. La multitude est ainsi complice, à son insu, de l'accumulation des richesses de toute nature par quelques-uns. Ce n'est donc pas un hasard si les œuvres d'art ne sont toujours pas comprises dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (...) Les taxer, ce serait rapporter le patrimoine artistique au prosaïsme de la valeur marchande. Ce qui serait désenchanteur pour un bien sans prix qui, si l'on doit lui en donner un, risque de perdre sa vertu magique de pouvoir contribuer à légitimer la richesse économique, même la plus spéculative.

La classe dirigeante ne peut alors être perçue, par les autres classes et par elle-même, que comme le club des doués, des intelligences supérieures, de ceux que leur mérite a destinés aux plus hautes fonctions. Cette intériorisation du social aboutit à ce qu'aux positions dominantes ou dominées correspondent des structures mentales spécifiques.

La violence des oligarques peut se déployer dans une machine de guerre sociale et économique qui avance masquée, mais qui est acceptée par les dominés croyant que les experts des plateaux de télévision sont réellement à la recherche de solutions pour sortir des emplois précaires et du chômage.

Une partie des investissements culturels et des aides sociales sont ainsi sous l'autorité de personnes privées qui ne doivent leur pouvoir en ces domaines qu'à leur richesse. Ces investissements, dont on ne peut nier qu'ils peuvent satisfaire l'intérêt général en certains cas, ont un effet idéologique et politique très en faveur des intérêts privés de la classe dominante. En légitimant la richesse, ces libéralités œuvrent au maintien des privilèges ainsi magnifiés. Rendant d'autant plus difficiles les luttes sociales. Déjà censitaire de fait dans les processus électoraux, le néo-capitalisme dans lequel nous vivons construit un monde d'accès censitaire à la culture, par le marché de l'art, mais aussi par des interventions continues en ces domaines.

Le mécénat eut toujours ces fonctions, qui prennent aujourd'hui une ampleur de la taille des fortunes accumulées.

Le peuple, écrivait Paul Nizan, a fini par interioriser la croyance « que les plus dignes de le commander commandaient. Que ce commandement était légitimé par la possession de valeurs qui lui étaient interdites, à cause de l'infériorité de sa nature physique, de sa nature naturelle et non de sa situation sociale ». Les rapports sociaux de domination s'inscrivent dans les corps, dans le maintien et la gestuelle. Le corps manifeste des différences et des inégalités qui sont vécues comme naturelles alors qu'elles relèvent de la place occupée dans la société. Ces différences sont redoublées par les modalités vestimentaires de la présentation du corps.

Une telle naturalisation des qualités sociales a pu conduire à l'idéologie du sang bleu, qui fait des nobles, et aujourd'hui de l'aristocratie de l'argent, une humanité à part. Au point que leur élégance fait dire qu'« ils ont de la classe », formule qui trahit la perception intuitive des effets de la place dans la société sur le corps. Le naturel de ce qui est en réalité le produit d'une éducation, des facilités ou des difficultés d'un milieu, est également convoqué dans les classes moyennes intellectuelles. On se doit d'être décontracté, pas guindé, pas coincé, présenter un corps hédoniste et sans contrainte. La cravate est vécue comme un carcan insupportable. Les classes populaires, elles, alternent entre la tenue de travail, le laisser-aller relatif du quotidien et le soin maladroit des tenues endimanchées.

Mais, que le corps soit redressé et indiscipliné ou qu'il exprime des conditions de vie et de travail difficiles, chacun vivra cette présentation de soi comme la réalisation de son essence. Les inculcations les plus arbitraires et les plus contraignantes finissent, lorsqu'elles sont efficacement menées, par être ressenties comme relevant de la personnalité profonde.

Le corps porte les stigmates, positifs ou négatifs, de ses origines et de ses conditions de vie. Les mains ouvrières montrent les traces de leur travail. Celles des princesses manifestent aussi le travail, mais celui de la manucure. Les visages révèlent les conditions difficiles ou confortables de l'existence : les traits tirés et les rides précoces pour les uns, les peaux toujours légèrement hâlées et lisses pour les autres. (...) Une autre ouvrière, de l'usine Fameck : « On peut faire des efforts, courir les soldes, les démarques. Tu en reviendras au même : une manière des épaules, de tenir les mains ou le sac quand tu marches ».

Les caricaturistes dessinaient, autrefois, des capitalistes rondouillards, rebondis comme les sacs de dollars de l'oncle Picsou. Au XIX^e siècle, le patron était gras et repu, l'ouvrier, maigre et affamé. Cette tradition se perd : croquer le riche d'aujourd'hui sous les traits d'une personne bedonnante serait un contresens. L'élévation du niveau de vie se traduit par l'accès des familles les plus modestes à un régime alimentaire de plus en plus riche, tandis que les classes aisées prennent conscience de la nécessité de surveiller leur alimentation, diététique oblige. Et les corpulences se sont inversées, au point que l'obésité, actuel problème majeur de santé dans les pays développés, y menace en priorité les pauvres, certes à l'abri de la faim, mais dans l'impossibilité monétaire et culturelle de s'alimenter de manière à éviter de mal moderne.

L'obésité est très inégalement répartie selon les milieux sociaux. Les personnes qui en sont affectées sont, en France, au nombre de 6,5 millions. La proportion d'obèses est la plus faible, 6%, chez ceux qui disposent de plus de 5301 euros de revenus mensuels, et la plus élevée, 22%, dans les foyers dont les ressources sont au-dessous de 900 euros. Les départements les plus pauvres concentrent le plus de personnes en surpoids : le Nord, le Pas-de-Calais et la

Seine-Saint-Denis. La misère et le déclassement sont désormais inscrits dans les têtes, mais également dans le corps.

Dans les autobus, dans les voitures particulières, dans les salles de spectacles, les gabarits standard sont bien inférieurs aux besoins de corps devenus hors normes. Tous ces drames portent en eux la possibilité d'un mépris de soi générateur de douleurs psychiques. Le pauvre a toujours les stigmates négatifs non enviables, décharné au XIX^e siècle, obèse au XXI^e.

Cette dérive du corps est également liée au temps de loisir et à la manière de l'occuper. Le sandwich ou le plateau télévision, sur le canapé, pour regarder la série ou l'émission à la mode ou les matchs de football, sont des loisirs avant tout populaires : les statistiques du temps consacré à la télévision donnent des résultats très proches de ceux qui mesurent la répartition de l'obésité. On se vide la tête en gavant le corps, deux manières complémentaires et articulées d'oublier soucis et humiliations tout en profitant avec une sorte d'avidité anxieuse des spectacles sans prétention, des gâteries alimentaires et des boissons offrant pour un prix encore accessible un plaisir qui, au moins celui-là, ne sera pas volé. Les supporters des différents clubs de football ou de rugby sont dans ce même processus paradoxal de bonheur et de stigmatisation. C'est une sorte de naufrage qui n'est pas conscient, qui est même vécu comme une revanche sur des manières perçues comme guindées et des corps appréciés comme chétifs.

Nous avons séparé les élèves en deux groupes auxquels nous avons fait parcourir les avenues qui forment le « Triangle d'or » : les Champs-Élysées, l'avenue Montaigne et l'avenue George V (...) Les lycéens ont été frappés par l'expression orale : « la bourgeoisie, écrit l'un d'eux, utilise un langage soutenu, ce qui renforce les barrières entre eux et les milieux modestes. » « La manière de parler, renchérit un autre, est aussi une distance, car quand une personne parle soutenu et une autre parle l'argot, ils ne vont pas se comprendre et cela continuera à augmenter le fossé » (...) Ils ont appris sur les puissants et leurs façons de vivre, mais ils ont également ressenti des émotions vives, voire violentes, ayant vécu ainsi comme jamais la domination sociale, cette violence qui remet à sa place les dominés, même les plus hâbleurs d'entre eux. Une situation assez déséquilibrante pour qu'elle soit ressentie dans le corps, par la difficulté à parler, par le malaise ou la rougeur envahissant les joues.

Les mêmes qui montent et descendent les Champs-Élysées par milliers, à quelques mètres de là, se gardent d'arpenter les trottoirs de l'avenue Montaigne, dont l'accès est pourtant libre. L'intimidation fait pourtant partie de la violence symbolique. Pour que cette dernière soit efficace, c'est-à-dire pour que les hiérarchies sociales soient respectées en pratique, même si elles sont idéologiquement contestées, il faut en effet que les dominés soient intimidés par l'univers des dominants.

La relation de domination s'installe malgré la volonté même des agents. Les hôtels particuliers, les châteaux ou les cercles disent d'emblée la richesse économique. La richesse symbolique, avec les œuvres d'art qui ornent les murs du salon, et les propos des interviewés, qui évoquent des amis illustres, grands patrons, écrivains, artistes ou hommes politiques de renom, viennent redoubler la violence symbolique.

Nous avons, pour ces nouvelles recherches, continué à appliquer le système théorique de Pierre Bourdieu aux dominants comme nous l'avions fait auparavant pour les classes moyennes et populaires. C'est en effet à la lecture de son œuvre que nous avons compris que

nous avons été construits socialement dans des conditions qui expliquaient nos angoisses, nos choix et nos actions.

6. La ville comme champ de bataille

Les jeunes apprennent, sans qu'il soit nécessaire de le leur dire, que leur famille est là, avec ses relations, qu'eux-mêmes sont ici, en compagnie de leurs condisciples de Gerson, de Saint-Louis-de-Gonzague ou de Saint-Jean-de-Passy. La culture et les arts ne sont pas des matières scolaires, en tout cas pas seulement : la vie sociale et familiale, la convivialité des enfants bien nés, comme eux, passent par les œuvres de l'esprit, tout naturellement. Dans le XVI^e arrondissement, on apprend la culture comme on apprend sa langue maternelle, par immersion.

Tous les stigmates négatifs se cumulent pour caractériser les habitants des cités : pauvres, assistés, fraudeurs, racistes... Leurs espaces de vie sont « défavorisés » ou « sensibles », leur urbanisme est dépassé, obsolète, dégradé. Les enfants sont en échec scolaire, ils sont trop gros, se gavent de chips et de boissons sucrées. Bref, la stigmatisation est générale. Leur désarroi est à la mesure de ces attaques symboliques, qui proviennent donc du haut de la société avec les banquiers et les spéculateurs, du milieu de la société avec les couches moyennes intellectuelles et leur étendard de la mixité sociale, et enfin du tout en bas de la société avec les travailleurs immigrés, qui symbolisent le déclassement social et la déstructuration intellectuelle.

Faire disparaître, faire oublier les luttes du passé à tout jamais est un enjeu stratégique pour les dominants : cela contribue à faire reconnaître le libéralisme comme « le » système économique allant de soi, efficient et incontournable. La mémoire ouvrière est malmenée, caricaturée et passée sous silence. L'histoire doit être ramenée à celle des seuls puissants.

Pour la classe ouvrière, cette disparition des vestiges d'une activité industrielle qui eut une importance symbolique forte est une violence aussi par la perte d'estime de soi que cette place dans la production pouvait susciter. D'autant que les espaces sont réappropriés par des activités qui excluent les anciens ouvriers.

La violence sociale de la destruction du passé ouvrier est à son comble lorsque, en territoire populaire, un symbole de la culture dominante est imposé pour le « redynamiser », comme l'implantation d'une antenne du Louvre à Lens. Ce choix est justifié par le principe selon lequel la proximité physique tendrait à rendre l'art plus accessible à ceux qui n'ont pas bénéficié des apprentissages adéquats.

La « boboïsation » des quartiers populaires de Paris. « L'image sympathique du "bobo-explorateur arrivant en terre "prolo-immigrée" dissimule la réalité d'une violente conquête patrimoniale. L'euphémisation de ce processus est emblématique d'une époque "libérale libertaire" où le prédateur prend le plus souvent le visage de la tolérance et de l'empathie (...) Alors que les discours incantatoires sur le manque de logements sociaux n'ont jamais été aussi présents, rares sont les politiques qui s'émeuvent aujourd'hui de la conquête par une petite bourgeoisie du parc privé "social de fait" des grandes villes. » (Christophe Guilly, *Fractures françaises*, Paris, François Bourin, 2010). Cet impérialisme urbain va de pair, paradoxalement, avec un affichage de la volonté de promouvoir la mixité sociale. Les nouveaux habitants du quartier de la Goutte d'Or militent volontiers dans des associations locales qui apportent, par exemple, aux enfants d'immigrés un soutien scolaire bienvenu.

Mais il est vrai aussi que les mêmes ont fondé une association, Droit au calme, pour protester contre les trafics nocturnes et illégaux du quartier. La mixité sociale a ses limites. Les cadres moyens qui habitent les quelques immeubles haussmanniens de la rue de Suez ou de la rue de Panama envoient leurs enfants dans les écoles situées de l'autre côté de Montmartre, vers l'ouest, où la population scolaire est en correspondance avec leurs aspirations pour leurs enfants.

Au lieu de répondre aux questions posées par les locataires, Jean-Christophe Fromantin leur soumet une enquête de satisfaction. « Le ménage est-il fait correctement ? », dans le hall, dans l'ascenseur, dans l'escalier ou dans le parking, est-il demandé, avec des cases à cocher pour des réponses réduites à « oui » ou « non ». Le coup de force symbolique est magnifique : vous êtes insatisfait et on vous propose une enquête de satisfaction, vous voulez le ravalement et on ne vous parle que du ménage, on vous offre une enquête avec des questions et des petites cases à remplir pour impressionner. Une façon de faire sociologiquement bien calculée pour ne rien avoir à faire.

La ségrégation spatiale, qui inscrit les inégalités sociales dans la structure des villes et de leurs quartiers, s'est considérablement accentuée depuis les années 1970. Les grands ensembles de logements sociaux mêlaient alors des catégories moyennes et populaires. Dans l'agglomération de Paris, au recensement de 1968, 14,2% de la population active était logée en HLM. Ce taux n'était que de 12,9% pour les manœuvres, mais de 19% pour les contre-maîtres, les ouvriers qualifiés et les ouvriers spécialisés. Parmi les cadres supérieurs, 8,4% habitaient en HLM, ce qui était le cas de 14,1% des cadres moyens. A cette époque, les classes moyennes et les ouvriers de métier constituaient la population dominante dans ces logements sociaux, les actifs les moins qualifiés étant sous-représentés.

Un ensemble de choix politiques ont entraîné une accentuation de la ségrégation sociale et ethnique. Le changement du système de financement des HLM, à partir de 1977, a contribué à ce processus, par le passage de l'aide à la pierre, c'est-à-dire à la construction, à l'aide à la personne, c'est-à-dire aux ménages en fonction de leurs ressources. Ceux-ci ont eu davantage le choix de leur localisation, ce qui a facilité la recherche de son semblable. Au même moment, l'accession individuelle à la propriété privée a été encouragée. Avec des prêts intéressants, la classe ouvrière qualifiée a pu investir dans la maison individuelle.

Or toutes ces transformations ont coïncidé avec la désindustrialisation et la fermeture des ateliers et des usines encore situés en ville. Les grandes cités des banlieues attirent alors une population modeste, peu qualifiée, frappée par le chômage, dans laquelle les classes moyennes deviennent absentes. L'augmentation du taux de familles d'immigrés est confirmée par les statistiques. Entre les deux recensements de 1968 et 1975, le taux d'étrangers habitant dans les HLM d'Île de France est passé de 5,5 à 12,7%. Pour les locataires de nationalité française, l'augmentation a été bien plus lente, passant de 15,5 à 17%. En 1976, femmes et enfants restés au pays ont pu rejoindre le mari, alors qu'auparavant la loi n'autorisait que l'immigration liée au travail. L'instauration de ce regroupement familial a accentué le processus de concentration des familles immigrées.

Subir un lieu de résidence qui vous apporte quotidiennement frustrations, craintes et fatigues est comme un supplice.